



THURSDAY, May 9, 2013

Le JEUDI 9 mai 2013

The Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration has the honour to present its

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a l'honneur de présenter son

TWENTY-SECOND REPORT

VINGT-DEUXIÈME RAPPORT

Recent media reports with respect to Senator Michael Duffy's living allowances in the National Capital Region (NCR) were a matter of discussion. The Senate Administration was asked to provide a summary report of Senator Duffy's travel patterns between Prince Edward Island, his province of appointment, and the NCR. The travel summary raised concerns, whereby, on February 14, 2013, your Committee determined that it should amend a current contract with Deloitte for an examination of two senators' claims to include an examination of Senator Duffy's claims.

Des reportages récents des médias concernant l'indemnité de subsistance dans la région de la capitale nationale (RCN) réclamée par le sénateur Michael Duffy ont suscités des discussions. On a demandé à l'Administration du Sénat de produire un rapport sommaire des habitudes de déplacement du sénateur Duffy entre l'Île-du-Prince-Édouard, la province qu'il représente, et la RCN. Parce que le résumé des déplacements soulevait des doutes, le 14 février 2013, votre comité a déterminé qu'il y avait lieu de modifier le contrat confié au cabinet Deloitte aux fins de l'examen des demandes de remboursement de deux sénateurs pour y ajouter celles du sénateur Duffy.

Deloitte was asked to review Senator Duffy's travel claims and supporting documentation to determine whether the travel occurred or could have occurred; to categorize the claims as appropriate, subject to reimbursement to the Receiver General, or subject to consideration and determination by the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration; as well as to assess where the primary residence was located for Senator Duffy.

Deloitte a été chargé d'examiner les demandes de remboursement de frais de déplacement du sénateur Duffy et les pièces justificatives afin de déterminer si les déplacements en question avaient eu lieu ou avaient pu avoir lieu; si les demandes étaient justifiées, si le sénateur devait rembourser le receveur général ou si le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration devait trancher; ainsi que d'établir où se trouve la résidence principale du sénateur Duffy.

Deloitte was provided with all documentation internal to the Senate that could be relevant to its examination. In addition, Deloitte requested documentation directly from Senator Duffy and/or his counsel. This request was not met.

Deloitte a obtenu copie de tous les documents internes du Sénat susceptibles d'être utiles à l'examen. Par ailleurs, Deloitte s'est adressé directement au sénateur Duffy et/ou à son avocat pour obtenir certains documents, mais sa demande est demeurée lettre morte.

On February 22, 2013, Senator Duffy wrote to me, in my capacity as Chair of the Standing

Le 22 février 2013, le sénateur Duffy m'a écrit en tant que président du Comité permanent de la

Committee on Internal Economy, Budgets and Administration. He said that he had filled out the Senate forms in good faith, but that he “may have been mistaken.” He stated his intent to “repay the housing allowance that I have collected to date.” Senator Duffy asked to be provided with the amount to be repaid in order to “settle this matter in full.” Repayment was subsequently made in the amount of \$90,172.24.

Deloitte completed its report (attached as an Appendix) based on available information, including Senator Duffy’s travel claims, which provided third party proof of travel from commercial carriers, and Senate telecommunications invoices for the Senate mobile phone assigned to Senator Duffy. Deloitte was able to confirm within 94 percent accuracy and another three percent likelihood Senator Duffy’s location during the period of review, i.e., Ottawa versus his declared primary residence, PEI. Three percent of the time, his location was unknown. This information is fundamental to our determination regarding Senator Duffy’s eligibility to claim expenses.

Deloitte noted that, prior to the adoption of the *Senators’ Travel Policy* on June 5, 2012, a definition of primary residence did not appear in Senate policy instruments. Deloitte further noted that, “The regulations and guidelines applicable during the period of our review do not include criteria for determining primary residence.” Given this, Deloitte reported that they were unable “to assess the status of the primary residence declared by Senator Duffy against existing regulations and guidelines.” However, they did conclude that “all of the trips between Ottawa/Gatineau and PEI claimed by Senator Duffy occurred.”

Your Committee acknowledges Deloitte’s finding that criteria for determining primary residence are lacking and this is being addressed by your Committee.

Deloitte’s report has informed our determination of the appropriateness of the living expense claims filed by Senator Duffy. Senator Duffy was found

régie interne, des budgets et de l’administration, pour me dire qu’il avait rempli les formulaires du Sénat de bonne foi, mais qu’il pouvait s’être trompé. Il m’a avisé qu’il entendait rembourser l’indemnité de subsistance qu’il avait touchée jusque-là. Le sénateur Duffy a demandé à connaître le montant à rembourser afin de rectifier la situation une fois pour toutes. Il a finalement versé la somme de 90 172,24 \$ en guise de remboursement.

Deloitte a fondé son rapport (en annexe) sur les renseignements disponibles, dont les demandes de remboursement de frais de déplacement du sénateur Duffy, dans lesquelles étaient fournies des preuves de déplacement par transporteur commercial, et des factures de télécommunication du Sénat pour des appels faits à partir du téléphone cellulaire fourni par le Sénat au sénateur Duffy. Deloitte a pu confirmer à 94 % et considérer comme probables à 3 % les emplacements du sénateur Duffy durant la période étudiée, c’est-à-dire à Ottawa ou à sa résidence principale déclarée, à l’Île-du-Prince-Édouard. Son emplacement n’était pas connu 3 % du temps. Cette information nous est essentielle pour déterminer l’admissibilité des demandes de remboursement du sénateur Duffy.

Dans son rapport, Deloitte souligne qu’avant l’adoption de la *Politique sur les déplacements des sénateurs*, le 5 juin 2012, aucun instrument de politique du Sénat ne définissait la résidence principale. En outre, il précise que « les règlements et lignes directrices applicables pendant la période visée ne comportent aucun critère d’établissement d’une résidence principale ». Aussi, Deloitte signale qu’il n’a pas pu « évaluer si la résidence principale déclarée par le sénateur Duffy répond bien aux exigences des règlements et lignes directrices existants ». Il a tout de même conclu que tous les déplacements entre Ottawa/Gatineau et l’Île-du-Prince-Édouard réclamés par le sénateur Duffy « ont eu lieu ou ont pu avoir lieu ».

Le comité convient avec Deloitte qu’il n’existe pas de critère de détermination de la résidence principale. Cette question est actuellement examinée par le Comité.

Le rapport de Deloitte nous a aidés à évaluer le bien-fondé des demandes d’indemnité de subsistance du sénateur Duffy. Il a été établi que le

to have spent approximately 30 percent or 164 of the 549 days in the period of review at his declared primary residence.

Your Committee therefore recommends:

1. That the living expenses claimed by Senator Duffy dating back to the time of his appointment have been properly reimbursed by him; and
2. That living and travel expense claims submitted for reimbursement by Senator Duffy be monitored from the date of the adoption of this report for a period not less than one year.

Respectfully submitted,

sénateur Duffy avait passé environ 30 % ou 164 des 549 jours de la période étudiée à sa résidence principale déclarée.

Par conséquent, votre comité recommande :

1. Que le sénateur Duffy a dûment remboursé les frais de subsistance qu'il avait réclamés depuis sa nomination;
2. Que l'on contrôle les demandes d'indemnité de subsistance et de remboursement de frais de déplacement du sénateur Duffy pendant au moins un an à compter de la date d'adoption du présent rapport.

Respectueusement soumis,

Le président,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'David Tkachuk', with a stylized, flowing script.

DAVID TKACHUK

Chair